

*Le budget—M. Marcel Tremblay*

de programmes sociaux adéquats et généreux pour tous ceux qui en ont vraiment besoin.

Ce que nous offre aujourd'hui le Budget du ministre des Finances, ce sont les moyens pour atteindre ces objectifs. Ce Budget est historique, non seulement à cause des circonstances qui ont entouré sa publication, mais bien plutôt à cause de son contenu, et surtout à cause du problème auquel il s'attaque.

Pour bien comprendre ce Budget, il faut réaliser que le Canada s'est rarement retrouvé devant une telle menace, la menace de devenir complètement impuissant à poursuivre son développement économique, social et culturel, la menace de perdre notre niveau de vie élevé auquel nous tenons tous, de perdre notre qualité de vie et nos programmes sociaux. En fait, c'est la spécificité même du Canada qui est menacée, tout ce qui nous distingue des autres sociétés. Tout cela parce que les finances publiques canadiennes sont malades, attaquées par une maladie qui est en train de tout ronger. Cette maladie a une cause bien connue: la dette nationale et ses coûts en intérêts.

Examinons ensemble, monsieur le Président, le malade! La dette nationale est de 320 milliards de dollars. Il s'agit en fait de tous les déficits que le gouvernement canadien a accumulés depuis le début de son existence. Cette année, le coût de cette dette, c'est-à-dire les sommes nécessaires pour payer seulement l'intérêt, grimpe à 39 milliards de dollars. Un pensez-y bien, monsieur le Président! On peut illustrer l'importance de cette somme en disant que sur chaque dollar d'impôt, que mes bonnes gens de Québec—Est envoient à Ottawa, 35c. sont gelés pour les intérêts de la dette.

Notre maladie nationale a atteint un tel niveau de croissance qu'elle se nourrit d'elle-même. A chaque année, le gouvernement doit emprunter de plus en plus d'argent, non pas pour rembourser sa dette, mais seulement pour payer l'intérêt sur la dette. La dette nationale provoque un véritable détournement de fonds qui risque de paralyser notre croissance économique, notre développement social, un détournement de fonds qui, jour après jour, affaiblit notre pays, l'appauvrit et hypothèque sérieusement son avenir.

Avons-nous le droit, monsieur le Président, d'emprunter, et certains diront même de voler, autant d'argent et de façon aussi exagérée à nos enfants et à nos petits-enfants, ceux-là mêmes que nous ne consultons pas, qui n'ont pas le droit de voter et qui devront bien un jour payer notre facture?

Pour nous, résidents de la belle circonscription de Québec—Est, comme pour la plupart des Canadiens et Canadiennes, la réponse est claire et nette: Il faut arrêter le cercle vicieux de la dette nationale. Il faut contrôler, pendant qu'il est encore temps, ce siphon financier. Nous avons d'autant plus de chances de réussir que notre

gouvernement est conscient de la gravité du problème de la dette depuis qu'il est entré en fonction. Il s'y est attaqué dès les premiers jours. Depuis quatre ans et demi, nous avons adopté des mesures vigoureuses pour maîtriser le problème.

En effet, nous avons éliminé les programmes qui n'avaient plus leur utilité. Nous avons réduit le gaspillage et rendu l'administration publique plus productive, coupant plus de 10 000 postes dans la Fonction publique. L'ensemble des dépenses de programmes a diminué en proportion du revenu national.

Nous avons mis fin aux abris fiscaux non productifs offerts aux entreprises et aux particuliers à revenus élevés. Nous avons, de plus, réduit le déficit annuel. En quatre ans, nous l'avons allégé de 9,5 milliards de dollars. Nous avons également réussi à ralentir la croissance de la dette publique de 24 p. 100 en 1984 à moins de 10 p. 100 l'an dernier. Notre programme budgétaire a été conçu et mis en oeuvre dans le but d'un plan global à long terme ayant pour but de donner à l'économie la vigueur qui lui est nécessaire dans un monde en évolution rapide et de plus en plus concurrentiel. Depuis quatre ans et demi, nous bâtissons des fondations solides sur lesquelles les Canadiens peuvent asseoir leur potentiel économique. Nous avons visé juste. Les résultats sont éloquentes. Depuis 1984, les Canadiens ont créé 1,5 million nouveaux emplois et notre économie a progressé plus rapidement que celle de la majorité des nations industrialisées. Nous avons accompli ces progrès ensemble, comme gouvernement et comme nation, parce que nous avons eu le courage de faire des choix difficiles et d'adopter des mesures énergiques pour combattre nos problèmes fiscaux et économiques.

Mais la bataille n'est pas gagnée. La maladie de la dette publique a trouvé un nouvel allié: la montée de l'inflation qui se manifeste au Canada et dans les autres pays. Elle nourrit la dette nationale et risque de compromettre nos acquis. En réponse aux pressions inflationnistes, les taux d'intérêt à court terme montent. Cette année, ils dépasseront de beaucoup les prévisions de la grande majorité des spécialistes. Au début de 1988, la plupart des analyses économiques prédisaient que la crise boursière d'octobre 1987 provoquerait un ralentissement de la croissance économique. Nulle part, ni au Canada ni dans aucun grand pays industriel, les prévisions n'ont annoncé la croissance rapide et l'inflation que nous connaissons. Au Canada et à l'étranger, la politique monétaire s'est activée pour combattre l'inflation.

Ces hausses des taux d'intérêt provoqueront une augmentation du coût de la dette publique de 6 milliards de dollars cette année. Un autre pensez-y bien, monsieur le Président. Je sais bien que les Canadiens sont frustrés par les taux d'intérêt élevés. Certains nous suggèrent même de réduire les taux par voie de décret. Mais n'oublions pas que nos taux d'intérêt ne vivent pas en vase clos; ils ne